

Congrès de l'UOIF de Lille : fatwa de mort de l'EI contre Laurence Marchand-Taillad !

écrit par Christine Tasin | 6 mars 2016



Nous avons salué en son temps la détermination de Laurence Marchand-Taillade qui, sans doute parce qu'elle est dans les sphères du pouvoir socialiste caressant dans le sens du poil ses alliés du PRG, avait été suivie par les politiques.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/01/31/meme-le-figaro-d-enonce-a-present-les-predicateurs-islamiques-annonces-au-congres-de-luoif-a-lille/>

Qui croira encore une seconde que l'UOIF, menée par les Lasfar et Oubrou n'ont aucun lien avec les Frères musulmans, les terroristes et l'Etat Islamique ? Quand on invite des conférenciers qui ne peuvent que relayer en France les principes de Daech, est-on innocent ? Quand, parce que les conférenciers qu'on a invités sont interdits, celle qui a dit non est condamnée à mort, est-on innocent ?

Quant à l'Etat français, qui reçoit et caresse dans le sens du poil l'UOIF et ses vils représentants, il a cette condamnation sur le mains. On n'ose croire qu'il s'agisse d'une machination gouvernementale pour faire du Valls, c'est-à-dire jouer sur

tous les fronts, mais avec eux tout est possible...

« Vous êtes condamnée à la peine capitale. C'est désormais une question d'heure. » Ce message en arabe, a été envoyé à partir d'un site [internet islamiste](#) à Laurence Marchand-Taillade, Secrétaire nationale du Parti radical de gauche. Elle vit maintenant sous protection policière.

Avec le soutien du Ministère de l'intérieur, Marchand-Taillade a obligé les Frères Musulmans à renoncer à la conférence de trois fundamentalistes islamistes à la Réunion annuelle des musulmans du Nord (RAMN), un événement organisé par la branche nordiste de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Les islamistes en question étaient le Syrien Mohamed Rateb al Nabulsi, le Marocain Abouzaid al Mokrie et le Saoudien Abdullah Salah Sana'an. Les trois prônent la peine de mort pour les homosexuels, dénoncent la « coalition internationale des Infidèles » contre l'Etat islamique, affirment que les juifs sont un « ferment de destruction des nations » et que la seule musique autorisée est la musique religieuse.

Laurence Marchand-Taillade a publié un article dans [Le Figaro](#) où elle a réclamé l'expulsion de ces trois islamistes porteurs d'un « message antisémite et pro-djihadiste ».

Dans le magazine [Marianne](#), Marchand-Taillade a co-écrit avec le journaliste franco-algérien Mohamed Sifaoui, un article appelant à la démission de Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité. Dans un entretien accordé à Gatestone, Marchand Taillade déclare :

« Je suis présidente d'une association qui milite pour la laïcité depuis 2010. J'ai dénoncé de nombreuses dérives d'élus locaux ou d'institutions influentes telles que l'Observatoire de la laïcité, dirigé par Jean-Louis Bianco. (...) Sous l'égide du premier ministre, notre « Observatoire de la laïcité » encourage l'islamisme par le dialogue permanent qu'il entretient avec des radicaux peu fréquentables. Le 14 novembre dernier, Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène, président et rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, ont été jusqu'à signer une tribune intitulée «[Nous Sommes Unis](#) », aux côtés du rappeur Médine (sa chanson « don't laïke » appelle à la crucifixion des « laïcards »), du Collectif Contre l'Islamophobie en France (qui manipule des statistiques pour faire croire à une islamophobie d'Etat) ou encore aux côtés de Nabil Ennasri (un Frère musulman qatari). Jean-Louis Bianco est sorti totalement de son rôle. Au lieu de défendre

la laïcité au nom du gouvernement, il donne du crédit à des organisations (...) salafistes en guerre contre nos valeurs ».

Dès 2014, Marchand Taillade a dénoncé auprès des services de l'Etat, ces conférenciers islamistes qui viennent « pour endoctriner nos jeunes et les dresser contre leur patrie ». En septembre 2015, elle a révélé le scandale de ces trois prédicateurs antisémites et sexistes : « Rachid Abou Houdeyfa, qui, sur les réseaux sociaux, enjoint aux femmes musulmanes de porter le voile islamique sous peine des feux de l'Enfer dans l'au-delà, et des agressions sexuelles en ce bas-monde ; Nader Abou Anas, qui justifie le viol conjugal ; ou encore Hatim Abou Abdillah qui promet un châtement atroce aux femmes coquettes, sans parler d'Éric Younous qui considère les juifs comme des êtres condamnés de par leur religion ! »

Marchand Taillade a poursuivi son action à Paris et Lille les 6 et 7 février 2016, contre Tariq Ramadan et Mohamad Ratib Al-Nabulsi, un Frère Musulman homophobe, pro-charia, pro-Hamas et pro-jihad ; contre Abouzaïd Almoqri el-Idrissi, un Frère Musulman ouvertement antisémite ; contre le saoudien Abdellah Sana'an, Imam à Médine, signataire d'un appel au Jihad en Syrie, homophobe, sexiste...

Comment a-t-elle réagi face à la menace de mort ?

« Après quelques instants d'effroi, j'ai décidé de porter plainte et de faire front. Si ses menaces existent, c'est que je déjoue les plans des Frères musulmans en les portant au grand jour. J'ai décidé de ne renoncer à rien, même si je prends plus de précautions dans mes déplacements. Les islamistes ont commencé un long travail d'infiltration et de conquête dans tous les secteurs de la société civile, il y a déjà plus de trente ans. Ils répondent à une doctrine écrite au début du 20^e siècle par Hassan al Bana, le grand père de Tariq Ramadan. Celui-ci prône un islam radicalisé, politique, dont le combat – « le djihad » – peut prendre toutes les formes. Leur bannière comporte deux sabres et le coran : endoctrinement et violence. La France est un territoire cible pour plusieurs raisons : une forte population immigrée d'origine maghrébine qui se trouve prise en otage ; un pays laïc contre lequel il est possible de retourner les armes de la démocratie ; des élus politiques faibles qui ont renoncé à faire appliquer les lois depuis déjà 30 ans.

Nous ne pouvons pas laisser les Français de confession musulmane, des jeunes pour la plupart, tomber dans le piège du communautarisme et de la haine du pays qui les

a vus naître et qui les considère comme partie intégrante de la Nation. »

La protection policière permanente qui entoure Mme Marchand-Taillade est la même que celle qui a été instaurée auprès d'autres personnalités comme Marine Le Pen, président du Front National, Samia Ghali, sénatrice et maire à Marseille ou [Albert Lévy](#), qui a mené des enquêtes sur les islamistes fondamentalistes. Mais cette protection policière a aussi été étendue à des dizaines d'intellectuels, écrivains et journalistes qui critiquent l'islam.

Le plus fameux est Michel Houellebecq qui vit sous protection de la gendarmerie depuis la publication de *Soumission*, son dernier roman. Mais il y a aussi [Éric Zemmour](#), journaliste et auteur de *Le Suicide Français*, protégé par deux policiers jusque que dans les tribunaux ou des organisations islamistes l'assignent pour le faire taire en l'accusant d'« islamophobie ».

Riss, directeur de *Charlie Hebdo* et les dessinateurs survivants de ce journal vivent également sous [protection policière](#). L'adresse de leurs nouveaux locaux est tenue secrète. Mon ami [Robert Redeker](#), professeur de philosophie, condamné à mort par les islamistes pour un [article](#) écrit dans *Le Figaro*, vit comme un fugitif ou un prisonnier politique dans son propre pays. Son enseignement et ses cours ont été suspendus, il a vendu sa maison, a été obligé au secret pour rendre un dernier hommage à son père et le mariage de sa fille a été organisé par la police.

[Mohammed Sifaoui](#) qui a écrit un livre choc, *Combattre le terrorisme islamiste*, après avoir vécu clandestinement dans une cellule d'Al Qaeda, vit aussi sous protection policière. Sa photo et son nom sont sur des sites djihadistes à côté du mot *murtad* (« apostat »).

Le philosophe français [Michel Onfray](#) a déprogrammé la publication d'un essai critique sur l'islam. Il explique qu'« aucun débat n'est possible » en France après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Son livre n'a été publié qu'en Italie.

Frédéric Haziza, journaliste radio et chroniqueur de l'hebdomadaire *Le Canard Enchaîné*, vit sous protection policière, tout comme [Philippe Val](#) qui a publié les caricatures danoises de Mahomet à l'époque où il était directeur de *Charlie Hebdo*. La journaliste franco-algérienne [Zineb el Rhazaoui](#) est toujours entourée de six policiers, tout comme le courageux imam [Hassen Chalghoumi](#) qui a la même protection qu'un chef d'Etat.

En Grande Bretagne, la fatwa prononcée en 1989 contre Salman Rushdie a fait comprendre aux journalistes et universitaires, ce qu'il en coutait de critiquer l'islam. Aux Pays Bas, il a suffi d'assassiner Theo Van Gogh, réalisateur de *Submission*, un film sur une femme violée au sein d'un mariage forcé. Le député Geert Wilders doit tenir des meetings politiques vêtu d'un gilet pare-balles et Ayaan Hirsi Ali, auteur du scénario de *Submission*, a dû trouver refuge aux Etats Unis. En Suède, l'artiste Lars Vilks vit désormais caché. Au Danemark, les bureaux du *Jyllands- Posten* qui a publié les caricatures de Mahomet sont désormais entourés de barbelés hauts de deux mètres et longs d'un kilomètre. Ce journal a l'apparence d'une ambassade américaine au Moyen Orient.

En France, la chasse demeure toujours ouverte contre les critiques de l'islam, même après la décimation des courageux dessinateurs. Pour combien de temps encore ?

Par Giulio Meotti, chroniqueur culture d'Il Foglio, est un journaliste et un écrivain italien – [Gatestone institute](#) – JSSNews

<http://jssnews.com/2016/03/03/france-vous-etes-condamnee-a-la-peine-capitale-cest-de-sormais-une-question-dheure/>